

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

Existe-t-il un numérique à la française ?

A Echirolles, Chambéry et Bourg-Saint-Maurice, trois communes d'Auvergne-Rhône-Alpes, les équipes municipales ont mis en place diverses stratégies, adaptées aux besoins de leur population

REPORTAGE

BOURG-SAINT-MAURICE, CHAMBÉRY (SAVOIE), ECHIROLLES (ISÈRE) - envoyées spéciales

Dix ans plus tard, Aloïs Chassot s'étonne encore : « *Quand nous sommes arrivés à la mairie, en 2014, Chambéry était assez proche de zéro pour ce qui est du numérique.* » Celui qui est à l'époque adjoint au maire (LR) s'empare du sujet, équipe les écoles de la ville savoyarde de soixante mille habitants et se lance dans la création d'un réseau de collecte de données numériques. Il veut ainsi ouvrir le champ des possibles : mesurer, en vue de l'améliorer, la qualité de l'air en différents endroits ; déclencher une tournée du camion poubelle en fonction de la quantité de déchets déjà recueillis... « *Jusqu'en 2018, un agent du service des eaux sillonnait la ville sur un scooter pour faire remonter les données collectées par des capteurs numériques, ce qui permettait aux habitants de recevoir une facture deux fois par an* », s'amuse-t-il. Aujourd'hui, le recueil des données est réalisé à distance.

À CHAMBÉRY, LE NUMÉRIQUE DOIT ÊTRE INCLUSIF, SOCIAL, RESPECTER L'ENVIRONNEMENT ET SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE

En 2020, à l'arrivée de la gauche à la mairie, l'adjoint Benjamin Louis reprend le flambeau, sans balayer le travail déjà accompli mais avec d'autres priorités. Sa feuille de route compte cinq objectifs : le numérique doit être d'intérêt général, inclusif, social, respecter l'environnement et soutenir l'économie locale. Sous son impulsion, l'espace jeunes du quartier prioritaire des Hauts-de-Chambéry, La Dynamo, devient une véritable ruche du numérique. Dix agents de la ville y travaillent (alternants et services civiques compris), pour dix-huit mille passages par an, selon la coordinatrice, Elsa Chapelle. L'antenne locale de l'école du numérique Simplon s'y installe, et des

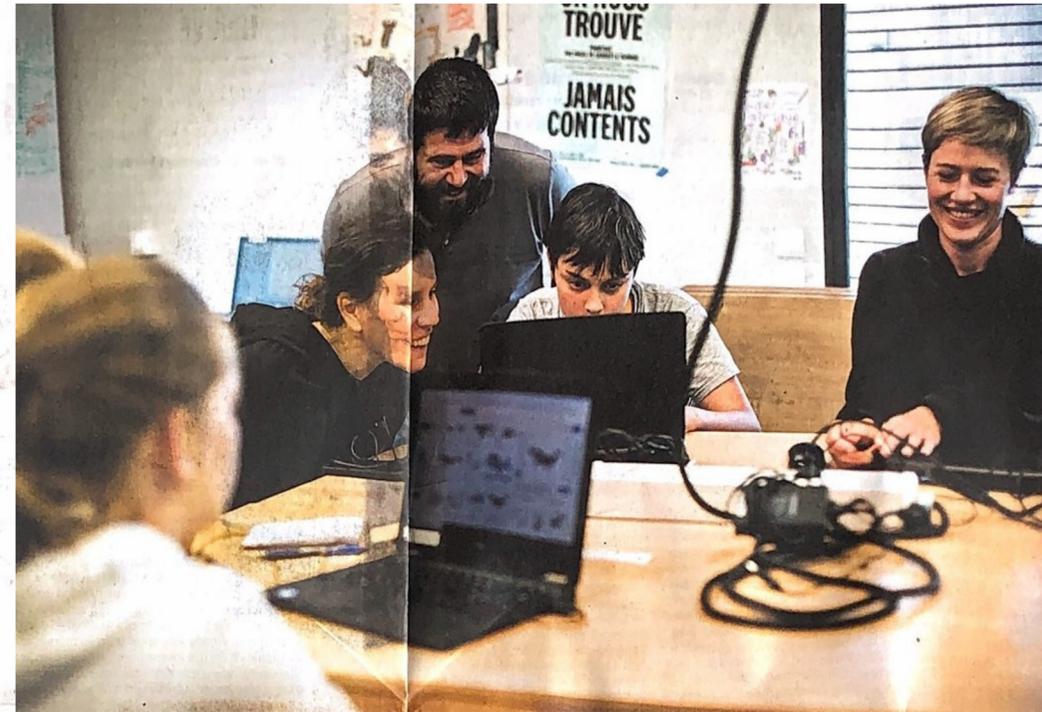
ateliers plus accessibles sont proposés aux seniors et aux plus jeunes. Enfin, un FabLab accueille des jeunes en décrochage scolaire. « *On veut leur redonner le goût du faire, et eux voient qu'avec le numérique il est possible de fabriquer différentes choses* », qu'il s'agisse d'objets du quotidien ou de n'importe quelle invention, explique M. Louis.

La Dynamo constitue un « *camp de base* », avec un budget de fonctionnement de 30 000 euros par an depuis 2023, mais le but est de toucher le maximum d'habitants et donc de « *rayonner sur toute la ville* », assure l' élu. Quatre conseillers du tiers-lieu proposent leur aide numérique dans différents quartiers de la commune. Une borne, en expérimentation dans une mairie annexe, permet aussi de réaliser toutes les démarches utiles aux habitants, de l'achat de timbres fiscaux aux actualisations auprès de France Travail. « *On n'a pas le choix, il y a urgence*, assure Benjamin Louis. *Le numérique inquiète encore, nous devons aider les usagers à s'en emparer.* » Y compris les agents de la ville : « *Il faut les acculturer au numérique et les aider à transformer leur manière de travailler.* »

Ce défi, Echirolles y a aussi été confrontée. Pour développer sa stratégie numérique, cette commune iséroise de trente-sept mille habitants a, elle, choisi de recourir aux logiciels libres, des programmes informatiques pouvant être utilisés, développés et partagés librement, dans un esprit collaboratif entre les usagers. Ce qui a impliqué un important changement d'organisation et de mentalité en interne.

LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

« *C'est un défi en termes de recrutement et de formation de nos équipes* », reconnaît Nicolas Vivant, directeur de la stratégie et de la culture numériques d'Echirolles. « *Mais, depuis trois ans, l'équipe a connu une montée en compétences énorme, car il faut vraiment mettre les mains dans le cambouis. Notre choix attire aussi des jeunes qualifiés, venant de grandes écoles, qui cherchent plus de sens dans leur travail* », souligne le directeur, qui se bat contre l'inévitable « *résistance au changement* ». Pour vaincre les réticences, les services informatiques de la ville recourent à des logiciels s'approchant le plus possible, dans leur fonctionnement et



leur interface, des logiciels classiques, ou améliorent ceux qui sont déjà utilisés. « *Je suis très attentif à ce que l'on ne perde pas en qualité. Cela permet aussi de travailler sur certaines idées reçues et de montrer que les logiciels libres, ça n'est pas moche ni complexe* », ajoute Nicolas Vivant.

Dix ans après avoir signé la Charte des logiciels libres, en 2014, Echirolles est devenue exemplaire et motrice sur le sujet, au travers du collectif de com-

munes Alpes Numérique libre. Zorin OS au lieu de Windows, LibreOffice au lieu de Word, BigBlueButton au lieu de Teams... La ville utilise désormais des logiciels libres dans tous les domaines, à l'exception des ressources humaines et des finances. « *Ce sont des matières trop dépendantes de la législation et de ses évolutions* », précise M. Vivant.

À l'origine, la volonté d'Echirolles, bastion historique du Parti communiste français (PCF), était

Julien Costet, responsable du FabLab du tiers-lieu La Dynamo, à Chambéry, explique le fonctionnement du logiciel libre Inkscape, le 16 septembre.

PABLO CHIGNARD POUR LE MONDE

politique. « Les logiciels libres sont au carrefour de la transition environnementale, de la souveraineté numérique, de la protection des données, de l'inclusion et de la lutte contre les fractures numériques », énumère Aurélien Farge, adjoint au maire chargé du développement du numérique libre. Ce type de logiciel, qui ne nécessite pas de payer une licence ni de s'engager sur un contrat de maintenance, donne aussi une plus grande liberté aux équipes. « Cela permet d'être agile et innovant, sans avoir la contrainte de devoir être rentable », fait valoir Nicolas Vivant.

Pour les habitants, qui utilisent des services comme la prise de rendez-vous en ligne, les changements opérés sont invisibles. « En revanche, ce qui ne l'est pas, ce sont les économies réalisées sur les finances publiques », relève M. Vivant. Ces sommes non dépensées grâce aux logiciels libres ont été estimées à 350 000 euros par an.

TRANSITION DU TERRITOIRE

A quelque 140 kilomètres de là, à Bourg-Saint-Maurice (sept mille habitants), l'aspect économique a aussi pesé en faveur de l'intégration du numérique à la vie locale. Cette commune savoyarde située en plein cœur de la Tarentaise, support d'une station de ski, Les Arcs, a le regard tourné vers l'avenir. « Nous vivons dans un endroit fantastique et nous avons une très belle activité autour du ski, c'est indéniable. Mais nous sommes aussi assez isolés. Et la crise majeure que s'apprête à connaître l'industrie du ski du fait du réchauffement climatique doit s'anticiper », considère le maire, Guillaume Desrues (divers).

Peu après son élection, en 2020, il ouvre un campus connecté – il existe aujourd'hui en France une centaine de ces lieux, qui permettent de suivre une formation à distance. Sylvain Cachat, 40 ans, en devient le responsable, chargé d'accompagner les étudiants, de leur apporter confiance et aide à la compréhension des cours. La première rentrée du Campus al-

DIX ANS APRÈS AVOIR SIGNÉ LA CHARTE DES LOGICIELS LIBRES, EN 2014, ÉCHIROLLES EST DEVENUE EXEMPLAIRE ET MOTRICE SUR LE SUJET

pin (le seul du secteur situé dans une commune support de station) a lieu en septembre 2022, dans un quartier aujourd'hui en plein développement. « La formation a un rôle-clé dans la transition du territoire, estime M. Cachat. Nous montrons ici que le destin de chacun n'est pas figé, qu'il n'y a pas, à Bourg-Saint-Maurice, que le ski ou le travail en station. »

Vingt-trois étudiants font leur rentrée, en ce mois de septembre. Ils suivent des cours en géographie, commerce ou psychologie, par exemple, avec le Centre national d'enseignement à distance (CNED), des universités ou des grandes écoles françaises. « Il y a cent quarante parcours distanciels proposés sur Parcoursup », rappelle Sylvain Cachat. A l'heure où « les entreprises locales peinent à recruter », la téléformation en alternance peut, selon lui, être une solution parmi d'autres. « Nous pouvons dire aux étudiants : "OK pour vous accepter au campus, à la condition que vous restiez dans la commune pour la partie de votre formation en entreprise." » Une manière, aussi, de garder sa population sur place à l'année, alors que Bourg-Saint-Maurice a perdu plus de cinquante habitants entre 2010 et 2021, pour une grande part des jeunes entre 15 et 29 ans. ■

Ces articles sont publiés dans le cadre d'un partenariat avec l'événement Numérique en commun(s), organisé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

FANNY HARDY
ET RAPHAËLLE LAVOREL

PROGRAMME

104 rendez-vous

La 7^e édition de Numérique en commun(s) se déroule à Chambéry, les 25 et 26 septembre. Plus de cent rendez-vous sont au programme de cet événement coorganisé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la ville de Chambéry, l'agglomération Grand Chambéry et Hinaura (Hub pour l'inclusion numérique en Auvergne-Rhône-Alpes), avec le soutien du département de la Savoie.

Quatre thèmes

Cette année, quatre grands thèmes seront abordés : « Données et territoires », « Ecologie et soutenabilité », « Inclusion et émancipation », « Communs et souveraineté ». Ont participé à la programmation : l'Institut national de l'information géographique et forestière ; la direction interministérielle du numérique ; le Conseil national du numérique ; la Mednum ; la direction du numérique pour l'éducation du ministère de l'éducation nationale ; l'Arcom, le régulateur de la communication audiovisuelle et numérique ; la Banque des territoires ; OpenDataFrance ; l'Ademe, l'agence de la transition écologique ; avec le soutien de la Croix-Rouge.

Numerique-en-communs.fr